

PREFET DE L'OISE

Arrêté abrogeant l'arrêté de mise en demeure du 25 février 2015 délivré à la société  
LAITIÈRE DE CLERMONT pour son unité de conditionnement de lait UHT exploitée à Clermont

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les actes administratifs délivrés à la société LAITIÈRE DE CLERMONT réglementant le fonctionnement de l'unité de conditionnement de lait UHT implantée, 2 rue Henri Breuil à Clermont (60600) et notamment l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 février 2015 mettant en demeure la société LAITIÈRE DE CLERMONT de respecter les prescriptions du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999, de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 décembre 2005 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 mai 2017 faisant suite aux visites d'inspection réalisées sur le site le 10 mars et le 29 mars 2017 ;

Vu le courrier du 2 mai 2017 adressé à la société LAITIÈRE DE CLERMONT par l'inspection des installations classées, l'informant de la levée de la mise en demeure susvisée ;

Considérant les intérêts visés à l'article L.511-1 du livre V – titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

Considérant qu'à la suite des constats effectués lors des visites d'inspection des 10 mars et 29 mars 2017, il apparaît que la société LAITIÈRE DE CLERMONT a respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2015 ;

Considérant qu'il y a lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2015 ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté préfectoral de mise en demeure, délivré le 25 février 2015 à la société LAITIÈRE DE CLERMONT, est abrogé.

**ARTICLE 2 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de plainte juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens. Le délai de recours est de deux mois.

**ARTICLE 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le maire de Clermont, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Beauvais, le **19 JUIN 2017**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Blaise GOURTAY

Destinataires :

Monsieur Jean-Luc GRASSI  
Directeur de la Société LAITIÈRE DE CLERMONT  
2 rue Henri Breuil  
60600 Clermont

Madame la secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont

Monsieur le maire de Clermont

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

1  
- JAS -

2  
- JAS -



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société BRETEUIL MÉTAUX de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 août 1980 réglementant son dépôt de ferrailles situé à Breteuil

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu la circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 août 1980 réglementant les activités de la société PAILLET SARL sur le site implanté Zone Industrielle, route de Chepoix à Breteuil (60120) ;

Vu le récépissé du 13 février 2006 autorisant la société BRETEUIL MÉTAUX à reprendre les activités de la société PAILLET SARL ;

Vu la visite de l'inspection des installations classées du 11 février 2016 réalisée sur le site de la société BRETEUIL-MÉTAUX implanté, Zone Industrielle, route de Chepoix à Breteuil (60120) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 avril 2016, transmis à l'exploitant par courrier du même jour, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à transmission du rapport susvisé ;

Vu l'article I.13 de l'arrêté préfectoral du 7 août 1980 qui prévoit :

*« L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé, ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites est interdite. Le brûlage à l'air libre est strictement interdit. »*

Vu l'article II 1 f – article 15 de l'arrêté préfectoral du 7 août 1980 qui prévoit :

*« Chaque dépôt de pneumatiques sera limité à 20 m³. Ces dépôts seront distincts les uns des autres d'au moins 15 mètres. Une voie de circulation de largeur minimale de 8 mètres sera prévue autour de chaque dépôt. »*

Considérant que, lors de la visite du 11 février 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les conditions de stockage des pneumatiques n'étaient pas respectées et notamment l'absence de voie de circulation autour du dépôt ;

Considérant que lors de la visite du 11 février 2016 l'inspecteur de l'environnement a constaté des traces de brûlage au sol dans le hangar ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article I.13 et de l'article II 1 f – article 15 de l'arrêté préfectoral du 7 août 1980 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BRETEUIL MÉTAUX de respecter les prescriptions de l'article I.13 et de l'article 15 du II.1 de l'arrêté susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exploitation du dépôt de ferrailles implanté, route de Chepoix sur la commune de Breteuil, la société BRETEUIL-MÉTAUX est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dont les délais s'entendent à compter de la date de notification de la présente décision.

**Article 2 :** La société BRETEUIL MÉTAUX est tenue de respecter les dispositions édictées à l'article I.13 de l'arrêté préfectoral du 7 août 1980 qui précisent :

*« L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé, ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites est interdite.*

*Le brûlage à l'air libre est strictement interdit. »*

**Article 3 :** Dans un délai d'un mois, la société BRETEUIL MÉTAUX est tenue de respecter les dispositions édictées à l'article II 1 f – article 15 de l'arrêté préfectoral du 7 août 1980, qui précisent :

*« Chaque dépôt de pneumatiques sera limité à 20 m³. Ces dépôts seront distincts les uns des autres d'au moins 15 mètres. Une voie de circulation de largeur minimale de 8 mètres sera prévue autour de chaque dépôt. »*

**Article 4 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 5 :** Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans le délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera notifié à la société BRETEUIL MÉTAUX et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

*Signature*

*Signature*

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Breteuil, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nord-Pas de Calais-Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 20 JUIN 2016  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Blaise GOURTAY

Destinataires :

Société BRETEUIL MÉTAUX  
Zone Industrielle  
Route de Chepoix  
60120 Breteuil

Monsieur le sous-préfet de Clermont

Monsieur le maire de Breteuil

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nord-Pas de Calais-Picardie

Madame ou Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Oise

- J09

- Me



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société BRETEUIL MÉTAUX de régulariser la situation administrative de ses installations de dépôt de ferraille situées à Breteuil

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-3, L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 7 août 1980 à la société PAILLET SARL pour l'exploitation d'un dépôt de ferraille implanté, Zone Industrielle, route de Chepoix à Breteuil (60120) concernant notamment les rubriques 286, 284 1<sup>b</sup> et 253 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le récépissé du 13 février 2006 autorisant la société BRETEUIL MÉTAUX à reprendre les activités de la société PAILLET SARL ;

Vu la visite d'inspection des installations classées du 11 février 2016 réalisée sur le site de la société BRETEUIL MÉTAUX implanté, Zone Industrielle, route de Chepoix à Breteuil (60120) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 avril 2016, transmis à l'exploitant par courrier du même jour, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 11 février 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- la présence d'un stockage de bouteilles de gaz en vrac sur le sol dans l'aire de stockage de ferraille,
- la présence d'un stockage de bouteilles de gaz dans une benne dans l'aire de stockage de ferraille.

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

2718 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.

La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. Supérieure ou égale à 1 t : autorisation
2. Inférieure à 1 t : déclaration

Considérant que l'activité d'un stockage de bouteilles de gaz a été constatée lors de la visite du 11 février 2016 relève du régime de l'autorisation est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société BRETEUIL MÉTAUX de régulariser sa situation administrative.

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : La société BRETEUIL MÉTAUX exploitant une installation de dépôt de ferraille implantée, route de Chepoix sur la commune de Breteuil est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture, direction départementale des Territoires de l'Oise,
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude... etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code, ainsi que la fermeture, la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 : Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par la société BRETEUIL MÉTAUX dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société BRETEUIL MÉTAUX et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Breteuil, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nord-Pas de Calais-Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 20 JUIN 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Blaise GOURTAY

Destinataires :

Société BRETEUIL MÉTAUX  
Zone Industrielle  
Route de Chepoix  
60120 Breteuil

Monsieur le sous-préfet de Clermont

Monsieur le maire de Breteuil

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nord-Pas de Calais-Picardie

Madame ou Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Oise

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté abrogeant l'arrêté du 24 février 2017 imposant à Maître Philippe LEHERICY, liquidateur judiciaire de la société RECYCLAGE DECHETS SERVICES implantée à Catenoy, de consigner une somme répondant du montant estimé des travaux d'élimination des déchets inertes et non inertes suite au non respect des dispositions des arrêtés de mise en demeure des 22 avril 2014 et 8 juin 2015

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'article L.252-A du livre des procédures fiscales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 2014 mettant en demeure la société RECYCLAGE DECHETS SERVICES de régulariser la situation administrative de l'installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Catenoy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juin 2015 mettant en demeure la société RECYCLAGE DECHETS SERVICES de régulariser la situation administrative de l'installation de stockage de déchets inertes qu'elle exploite au 17 rue de la gare sur le territoire de la commune de Catenoy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 février 2017 imposant à Me Philippe LEHERICY, liquidateur judiciaire de la société RECYCLAGE DECHETS SERVICES implantée à Catenoy, de consigner une somme répondant du montant estimé des travaux d'élimination des déchets inertes et non inertes suite au non respect des dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 22 avril 2014 et 8 juin 2015 ;

Considérant que la société RECYCLAGE DECHETS SERVICES a été mise en liquidation judiciaire le 21 avril 2015 et que le liquidateur judiciaire est la Société Civile Professionnelle de Mandataires Judiciaires au Redressement et à la Liquidation des Entreprises G. LEBLANC – P. LEHERICY, représentée par Maître Philippe LEHERICY ;

Considérant la demande de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Oise du 18 mai 2017 qui sollicite l'annulation des titres émis au nom de Me LEHERICY et l'émission des titres, après prise d'un nouvel arrêté préfectoral de consignation, au nom de la société RECYCLAGE DECHETS SERVICE, près le mandataire judiciaire Me P. LEHERICY ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral du 24 février 2017, imposant à Me Philippe LEHERICY, liquidateur judiciaire de la société RECYCLAGE DECHETS SERVICES de consigner une somme répondant du montant estimé des travaux d'élimination des déchets inertes et non inertes, est abrogé.

**Article 2 :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de 2 mois.

**Article 3 :** Le présent arrêté est notifié à la Société Civile Professionnelle de Mandataires Judiciaires au Redressement et à la Liquidation des Entreprises G. LEBLANC – P. LEHERICY, représentée par Maître Philippe LEHERICY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le maire de Catenoy, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, le directeur départemental des finances publiques de la Somme et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **21 JUIN 2017**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Blaise GOURTAY

Destinataires :

- Maître LEHERICY  
Société Civile Professionnelle de Mandataires  
Judiciaires au Redressement et à la Liquidation des Entreprises  
577 rue de la Croix Verte  
60600 AGNETZ

- Madame la secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont

- Monsieur le maire de Catenoy

- Monsieur le directeur départemental des Finances Publiques de la Somme

- Madame la directrice des ressources et des moyens – Pôle financier de la préfecture de l'Oise

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

- Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France





PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société BUTIN SEDIC de respecter les dispositions des articles 21 et 27 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 pour l'activité de gestion de déchets qu'elle exploite dans son établissement situé à Bornel

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé qui prévoit :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées [...] ».

Vu l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé qui prévoit :

« Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.

I. – Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre-bas [...] ».

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 5 mai 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 19 avril 2017, l'inspection des installations classées a constaté que les besoins en eaux nécessaires à la défense incendie ne sont pas satisfaits ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 19 avril 2017, l'inspection des installations classées a constaté que certains murets de protection situés dans la déchetterie sont détériorés ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BUTIN SEDIC de respecter les prescriptions dispositions des articles 21 et 27 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

Pour l'exploitation d'une activité de gestion de déchets, la société BUTIN SEDIC est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dont les délais s'entendent à compter de la date de notification de la présente décision.

### Article 2 :

Dans un délai de 3 mois, la société BUTIN SEDIC exploitant une activité de gestion de déchets est tenue de respecter les dispositions édictées aux articles 21 et 27 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.

A cet effet, l'exploitant transmettra les éléments permettant de justifier le respect de ces dispositions.

### Article 3 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois.

### Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié à la société BUTIN SEDIC et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

- 117

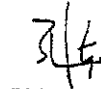
- 118

**Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Bornel, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **21 JUIN 2017**

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général



Blaise GOURTAY

Destinataires

- Société BUTIN SEDIC
- M. le Maire de Bornel
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts de France
- M. le Chef de l'Unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts de France

Arrêté mettant en demeure la société POISSON TERRASSEMENT  
de régulariser la situation administrative de son établissement implanté sur la commune de Les Ageux

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-3 et L.514-5 ;

Vu la nomenclature d'installations classées fixées aux articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu le dossier du 3 décembre 2015 relatif à la demande d'enregistrement de la société POISSON TERRASSEMENT pour l'exploitation d'une activité de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de non recevabilité de l'inspection des installations classées du 15 décembre 2015 ;

Vu le courrier adressé le 15 décembre 2015 à la société POISSON TERRASSEMENT l'informant que son dossier de demande d'enregistrement, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, est incomplet ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 mai 2017, faisant suite à la visite d'inspection du 6 avril 2017 réalisée sur le site, transmis à l'exploitant par courrier du 2 mai 2017 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de la société POISSON TERRASSEMENT suite à la transmission du rapport de visite susvisé ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- **rubrique n° 2515** : Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique n° 2515-2.

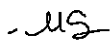
La puissance installée des installations, étant :

- a) Supérieure à 550 kW (A-2) \*
- b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW (E)
- c) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW (D)

\* A : autorisation – E : enregistrement – D : déclaration

Considérant que lors de la visite du 6 avril 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence d'un concasseur et d'un scalpeur ;







Considérant que selon les données de l'exploitant, la puissance installée des installations présentes sur le site est de 549 kW ;

Considérant que ces installations, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 6 avril 2016, relevant du régime de l'enregistrement est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article R.512-46 du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- **rubrique n° 2517** : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant :

1. Supérieure à 30 000 m<sup>2</sup> (A-3)
2. Supérieure à 10 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 30 000 m<sup>2</sup> (B)
3. Supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> (D)

Considérant que lors de la visite du 6 avril 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence de tas de sable, de béton et de terre situés à l'extérieur du site ;

Considérant que selon les données de l'exploitant, l'aire de transit est 19 160 m<sup>2</sup> ;

Considérant que cette installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 6 avril 2016, relevant du régime de l'enregistrement, est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article R.512-46 du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- **rubrique n° 1435** : Stations-service ; installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.

Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :

1. Supérieur à 20 000 m<sup>3</sup> (E)
2. Supérieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup> (DC)

Considérant que lors de la visite du 6 avril 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence d'une cuve contenant du fuel ;

Considérant que selon les données de l'exploitant, le volume annuel de carburant liquide distribué est 800 m<sup>3</sup> ;

Considérant que cette installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 6 avril 2016, relevant du régime de la déclaration est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article R.512-47 du code de l'environnement ;

Considérant que la société POISSON TERRASSEMENT a déposé un dossier d'enregistrement le 3 décembre 2015 relatif à l'exploitation d'une activité de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes) au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la demande comprend un tableau de classement des activités du site ;

Considérant que l'instruction du dossier a fait l'objet d'une demande de compléments le 15 décembre 2015 ;

Considérant que la société POISSON TERRASSEMENT n'a pas transmis, à ce jour, les compléments demandés ;

Considérant l'article R.512-46-1 du code de l'environnement qui prévoit que la déclaration relative à une installation soumise à enregistrement doit être adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée ;

Considérant l'article R.512-47 du code de l'environnement qui prévoit que la déclaration relative à une installation soumise à déclaration doit être adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société POISSON TERRASSEMENT de régulariser la situation administrative de ses activités exercées dans son établissement implanté, 201 rue Patrick Simiand sur la commune de Les Ageux (60700) ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société POISSON TERRASSEMENT exploitant des activités de pavage, de terrassement et de démolition sise au 201 rue Patrick Simiand sur la commune de Les Ageux, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant deux dossiers de demande d'enregistrement à la direction départementale des Territoires de l'Oise, bureau de l'environnement, pour les activités relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques suivantes :
  - 2515 : Installation de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique n° 2515-2,
  - 2517 : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article R.512-46-25 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure,
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25 du code de l'environnement,
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

- 12

- 12

Article 2 : La société POISSON TERRASSEMENT, exploitant des activités de pavage, de terrassement et de démolition sise au 201 rue Patrick Simiand sur la commune de Les Ageux, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant une demande de déclaration conformément à l'article R.512-47 du code de l'environnement pour les activités relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique suivante :
  - 1435 : Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-66-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande de déclaration, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 4 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le maire de Les Ageux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 28 JUIN 2017

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Blaise GOURTAY

Destinataires :

Monsieur Franck POISSON  
Société POISSON TERRASSEMENT  
201 rue Patrick Simiand  
60700 LES AGEUX

Madame la secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont

Monsieur le Maire de Les Ageux

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

123

124

PREFET DE L'OISE

Arrêté d'autorisation délivré à la société PARCOLOG GESTION en vue d'exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Nanteuil-le-Haudouin.

LE PREFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I<sup>er</sup> et son titre I<sup>er</sup> du livre V ;

Vu l'ordonnance 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande présentée le 6 septembre 2016, complétée les 3 novembre et 5 décembre 2016, par la société PARCOLOG GESTION, dont le siège social est situé 17, rue des Tilleuls à Voisins-Le-Bretonneux en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation d'entrepôt couvert, un dépôt de papier et carton, un dépôt de bois ou matériaux combustibles analogues, un stockage de polymères, un stockage de pneumatiques et de plastiques (état alvéolaire ou expansé, manufacturés) sur le territoire de la commune de Nanteuil-le-Haudouin, Zone d'Activité Economique Intercommunautaire « Le Parc du Chemin de Paris » ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la décision du 15 décembre 2016 du président du tribunal administratif d'Amiens portant désignation d'un commissaire enquêteur et d'un suppléant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2016 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 23 janvier 2017 au lundi 27 février 2017 inclus sur le territoire des communes de Montagny-Sainte-Félicité, Nanteuil-le-Haudouin, Silly-le-Long et Versigny ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 13 décembre 2016 ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu la délibération favorable du conseil municipal de Montagny-Sainte-Félicité ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu la demande formulée par l'exploitant le 21 mars 2017 portant sur le choix d'appliquer les procédures antérieures prévues par le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 précité relatif à l'autorisation environnementale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juin 2017 portant sursis à statuer sur la demande de la société PARCOLOG GESTION ;

Vu le rapport et les propositions du 11 mai 2017 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du 9 juin 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par lettre du 13 juin 2017 ;

Vu la lettre du 19 juin 2017 par laquelle la société PARCOLOG GESTION fait connaître ses observations sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant qu'en application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, les parois extérieures de l'entrepôt couvert doivent être suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et aux voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;
- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>) ;

Considérant que la règle d'implantation définie ci-dessus est respectée par le projet de la société PARCOLOG GESTION ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le commissaire enquêteur a, en conclusion de son rapport, émis un avis favorable au projet ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise ;

ARRETE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Sous réserve du droit des tiers, la société PARCOLOG GESTION, dont le siège social est situé 17, rue des Tilleuls à Voisins-le-Bretonneux (78960) est autorisée, sous réserve des droits des tiers et du strict respect des conditions et prescriptions jointes en annexe 1 du présent arrêté, à exploiter, sur le territoire de la commune de Nanteuil-le-Haudouin, Zone d'Activité Economique Intercommunautaire « Le Parc du Chemin de Paris », un entrepôt couvert, un dépôt de papier et carton, un dépôt de bois ou matériaux combustibles analogues, un stockage de polymères, un stockage de pneumatiques et de plastiques (état alvéolaire ou expansé, manufacturés).

#### ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est délivré sans préjudice des dispositions du code de travail, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Tous renseignements utiles sur l'application de ces règlements peuvent être obtenus auprès de l'inspecteur du travail.

**ARTICLE 3 :**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Nanteuil-le-Haudouin pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Nanteuil-le-Haudouin fait connaître par procès verbal, adressé au préfet de l'Oise l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté est adressée aux autres autorités locales ayant été consultées et à chaque conseil municipal, à savoir, les communes de Montagny-Sainte-Félicité, Sily-le-Long et Versigny, Monsieur le sous-préfet de Senlis, le service départemental d'incendie et de secours (SDIS), l'agence régionale de Santé (ARS), la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), le syndicat des eaux d'Ile-de-France (SEDIF), la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), la société nationale des chemins de fer français (SNCF).

L'arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site internet : « Les services de l'État dans l'Oise ([www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr)) », notamment au recueil des actes administratifs ([www.oise.gouv.fr/Publications/Publication-légales](http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publication-légales)), pendant une durée minimale d'un mois.

**ARTICLE 4 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers qu'elle présente pour les intérêts protégés, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Nanteuil-le-Haudouin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 11 JUIL. 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
La secrétaire générale adjointe de la préfecture.  
Sous-préfète chargée de l'arrondissement de Clermont.

Marianne-Françoise PUSSIAU

3

4

**SOCIETE PARCOLOG GESTION  
A NANTEUIL-LE-HAUDOUIN**

**ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL  
DU 11 JUIL. 2017**

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

127

128

## TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.1.1 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

### CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont reprises dans le tableau de classement ci-après :

Rubrique	Régime <sup>1)</sup>	Capacité	Libellé de la rubrique	Détails des installations
1510-1	A	872 586 m <sup>3</sup> (> 500 t)	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques ;  Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 300 000 m <sup>3</sup>	<b>Cellules 1 et 11 :</b> volume unitaire : 79 707,9 m <sup>3</sup>  <b>Cellules 2 à 10 :</b> volume unitaire : 79 241,4 m <sup>3</sup>  Quantité totale de matières combustibles présentes dans les 11 cellules : 99 000 tonnes  <b>Volume total : 872 586 m<sup>3</sup></b>
1530-1	A	228 096 m <sup>3</sup>	Papier, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public.  Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieur à 50 000 m <sup>3</sup>	<b>Cellules 1 à 11 :</b> Capacité de stockage maximale : 132 000 palettes de 1,728 m <sup>3</sup>  <b>Volume maximal : 228 096 m<sup>3</sup></b>
1532-1	A	228 096 m <sup>3</sup>	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public  Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieure à 50 000 m <sup>3</sup>	<b>Cellules 1 à 11 :</b> Stockage de produits en bois : 228 096 m <sup>3</sup>  <b>Volume maximal : 228 096 m<sup>3</sup></b>

Rubrique	Régime <sup>1)</sup>	Capacité	Libellé de la rubrique	Détails des installations
2662-1	A	228 096 m <sup>3</sup>	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)  Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m <sup>3</sup>	<b>Cellules 1 à 11 :</b> Capacité de stockage maximale : 132 000 palettes de 1,728 m <sup>3</sup>  <b>Volume maximal : 228 096 m<sup>3</sup></b>
2663-1-a	A	228 096 m <sup>3</sup>	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)  1. l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polymère, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 45 000 m <sup>3</sup>	<b>Cellules 1 à 11 :</b> Capacité de stockage maximale : 132 000 palettes de 1,728 m <sup>3</sup>  <b>Volume maximal : 228 096 m<sup>3</sup></b>
2663-2-a	A	228 096 m <sup>3</sup>	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)  2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 80 000 m <sup>3</sup>	<b>Cellules 1 à 11 :</b> Capacité de stockage maximale : 132 000 palettes de 1,728 m <sup>3</sup>  <b>Volume maximal : 228 096 m<sup>3</sup></b>
2910-A	DC	2,5 MW	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2711  A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)) ou au b) iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b) v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :  2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	<b>Chaufferie :</b>  2 chaudières fonctionnant au gaz naturel de puissance totale : 2,5 MW  <b>Puissance totale : 2,5 MW</b>
2925	D	300 kW	Accumulateurs (ateliers de charge d')  La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	<b>2 locaux de charge :</b>  <b>Puissance totale : 300 kW</b>
4734-2	NC	3 t	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'avion compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	<b>Local sprinklage :</b>  2 cuves aériennes double peau de fioul domestique.  <b>Capacité totale : 3 tonnes</b>

## ARTICLE 1.2.2 SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
Nanteuil-le-Haudouin	n° 6, 7, 8 de la section ZO et n° 9 (partielle), 10 (partielle), 11 (partielle) et 78 (partielle) de la section ZO

## CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

### ARTICLE 1.3.1 CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

### ARTICLE 1.4.1 DURÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, le projet n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans. Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Le délai de mise en service est suspendu jusqu'à la notification à l'auteur de la décision administrative ou à l'exploitant, dans les deux premières hypothèses, d'une décision devenue définitive ou, dans la troisième, irrévocable en cas de :

1° Recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration ;

2° Recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire ayant fait l'objet d'un dépôt de demande simultané conformément au premier alinéa de l'article L. 512-15 ;

3° Recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire ayant fait l'objet d'un dépôt de demande simultané conformément au premier alinéa de l'article L. 512-15 du présent code.

## CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

### ARTICLE 1.5.1 PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### ARTICLE 1.5.2 MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement.

Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### ARTICLE 1.5.3 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### ARTICLE 1.5.4 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### ARTICLE 1.5.5 CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : le site est remis l'état pour usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

## CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

### ARTICLE 1.6.1

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concement des textes cités ci-dessous :

- Arrêté ministériel sectoriel :

Date	Texte
11/04/17	Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sont celles concernant les installations existantes définies à l'annexe 2 : "II- Pour les installations existantes autres que celles relevant du I, les dispositions des articles du présent arrêté sont applicables, à l'exception de celles mentionnées dans le tableau ci-après pour lesquelles des conditions particulières d'application sont précisées dans le même tableau."

## TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### ARTICLE 2.1.2 CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

#### ARTICLE 2.2.1 RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

### CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

#### ARTICLE 2.3.1 PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets. Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

- Arrêtés ministériels transversaux :

Dates	Textes
04/10/10	Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
07/07/09	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
02/02/98	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
20/04/94	Arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.
29/05/00	Arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs)

#### ARTICLE 1.7.2 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

### ARTICLE 2.3.2 ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols, etc.). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.).

## CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

### ARTICLE 2.4.1 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

### ARTICLE 2.5.1 DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

### ARTICLE 2.6.1 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Les documents évoqués dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

### ARTICLE 2.7.1 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôle à effectuer	Périodicité du contrôle et transmission des résultats
Article 9.2.1	Rejets des eaux pluviales de voiries	Semestrielle, résultats transmis par le biais du site internet GIDAF
Article 9.2.1	Rejets des eaux résiduaires	Annuelle, résultats transmis par le biais du site internet GIDAF
Article 9.2.3	Niveaux sonores	3 mois à compter de la notification de l'arrêté, puis tous les 3 ans, résultats transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception



## TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

### CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 3.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### ARTICLE 3.1.2 POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### ARTICLE 3.1.3 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### ARTICLE 3.1.4 VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;

- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### ARTICLE 3.1.5 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, etc.).

### CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

#### ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches, etc.).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

## TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4 COMPATIBILITE AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITE DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

### CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 4.1.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'eau utilisée sur le site, notamment pour le besoin du personnel, pour l'entretien des locaux et de l'arrosage des espaces verts, provient réseau public de distribution

Les deux cuves de sprinklage sont alimentées en eau

#### ARTICLE 4.1.2 PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

##### ARTICLE 4.1.2.1 Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

##### ARTICLE 4.1.2.2 Prélèvement d'eau en nappe par forage

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Les prélèvements d'eau en nappe par forage dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine en eau font l'objet, avant leur mise en service, d'une autorisation au titre du Code de la Santé Publique (article R. 1321 et suivants).

##### ARTICLE 4.1.2.2.1 Critères d'implantation et protection de l'ouvrage

Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage ne doit pas être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...).

Des mesures particulières doivent être prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel.

Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.

##### ARTICLE 4.1.2.2.2 Réalisation et équipement de l'ouvrage

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le pré tubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.

Les tubages seront en PVC ou tous autres matériaux équivalents, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils seront crépinés en usine.

La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

La pompe ne devra pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devront pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur sera installé. Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique.

Le forage sera équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.

##### ARTICLE 4.1.2.2.3 Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

- Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

- Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à -5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol).

## CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

### ARTICLE 4.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

### ARTICLE 4.2.2 PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, séparateur d'hydrocarbure etc.).

### ARTICLE 4.2.3 ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### ARTICLE 4.2.4 PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

## CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

### ARTICLE 4.3.1 IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières, etc. ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine, etc.

### ARTICLE 4.3.2 COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### ARTICLE 4.3.3 GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

### ARTICLE 4.3.4 ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 4.3.5 LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent :

- pour les eaux de lavage des sols de l'entrepôt, dans le réseau d'assainissement, puis elles sont dirigées vers la station d'épuration de la commune de Nanteuil-le-Haudouin pour être traitées ;
- pour les eaux pluviales de voirie, elles aboutissent dans un bassin de rétention étanche d'une capacité de 1500 m<sup>3</sup> localisé à l'est du site et traitées en aval par un séparateur à hydrocarbures avant d'être acheminées vers le bassin tampon des eaux pluviales de toiture ;
- pour les eaux pluviales de toiture, elles aboutissent dans un bassin tampon non étanche et végétalisé d'une capacité de 4010 m<sup>3</sup>. Une partie des eaux est infiltrée dans ce bassin et l'autre est envoyée dans le réseau d'eaux pluviales dont l'exutoire final est la rivière La Nonette ;
- pour les eaux domestiques, elles sont aussi collectées dans le réseau d'assainissement pour être traitées par la station d'épuration de la commune de Nanteuil-le-Haudouin.

#### ARTICLE 4.3.6 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

##### ARTICLE 4.3.6.2 Aménagement

###### ARTICLE 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

###### ARTICLE 4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### ARTICLE 4.3.7 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

#### ARTICLE 4.3.8 GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

#### ARTICLE 4.3.9 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ses eaux résiduaires dans la station d'épuration de la commune de Nanteuil-le-Haudouin, les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Paramètres	Concentration maximale moyenne journalière (en mg/l)	Flux maximal (en kg/j)
Température :	Inférieure à 30°C	Sans objet
PH	entre 5,5 et 8,8	Sans objet
MES	400	Sans objet
DCO	800	Sans objet
DBO <sub>5</sub>	400	0,4
NKT	60	Sans objet
Hydrocarbures totaux	< 1	Sans objet
Rapport DCO/DBO5	< 2,5	Sans objet

#### ARTICLE 4.3.10 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DE VOIRIE DANS LES EAUX DE SURFACE OU AVANT INFILTRATION

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
Température :	Inférieure à 30°C
PH	entre 5,5 et 8,8
MES	35
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
NTK	50
HYDROCARBURES TOTAUX	5

Les eaux pluviales infiltrées sont soumises aux dispositions de l'article 4 ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990, relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.

#### ARTICLE 4.3.11 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Ces eaux peuvent être acheminées vers la station d'épuration externe avec l'accord du gestionnaire de l'installation, mais ne doit pas porter atteinte au fonctionnement de cette installation.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués.

#### TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS

##### CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

##### ARTICLE 5.1.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

##### ARTICLE 5.1.2 SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 43-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 5.1.3 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

#### ARTICLE 5.1.4 DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### ARTICLE 5.1.5 DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### ARTICLE 5.1.6 TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### ARTICLE 5.1.7 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Code des déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets dangereux	13 05 02*	Boues issues des séparateurs
Déchets dangereux	13 00 00*	Huiles usagées
Déchets dangereux	15 02 02*	Chiffons souillés
Déchets dangereux	16 06 01*	Batteries plomb
Déchets dangereux	16 06 02*	Batteries Ni-Cd
Déchets non dangereux	15 01 01	Emballages en papier, carton
Déchets non dangereux	15 01 02	Emballages en matières plastiques
Déchets non dangereux	15 01 02	En mélange
Déchets non dangereux	15 01 03	Palettes usagées
Déchets non dangereux	20 01 01	Divers

## TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 6.1.1 AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### ARTICLE 6.1.2 VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

#### ARTICLE 6.1.3 APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1 VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée

Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h (ainsi que les dimanches et jours fériés)
5 dB(A)	3 dB(A)

### ARTICLE 6.2.2 NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Localisation des points de mesures	PERIODE DE JOUR	PERIODE DE NUIT
	Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
P1 (en limite de propriété Est longeée par la RN2)	70 dB(A)	63,5 dB(A) <sup>(1)</sup>
P2 (en limite de propriété Sud)	70 dB(A)	60 dB(A)
P3 (en limite de propriété Ouest longeée par la voie ferrée)	70 dB(A)	60 dB(A)
P4 (en limite de propriété nord du côté des quais en vue directe sur la plateforme voisine)	70 dB(A)	60dB(A)

<sup>(1)</sup> bruit résiduel 60,5 dB(A)

### CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

#### ARTICLE 6.3.1 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### CHAPITRE 6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

#### ARTICLE 6.4.1

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

#### ARTICLE 7.1.1 LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### ARTICLE 7.1.2 LOCALISATION DES MATIÈRES STOCKÉES

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses.

L'état des stocks et les fiches de données de sécurité sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 7.1.3 MATIÈRES DANGEREUSES ET CHIMIQUEMENT INCOMPATIBLES

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

#### ARTICLE 7.1.4 CONDITIONS DE STOCKAGE

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;

2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748, et 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

#### ARTICLE 7.1.5 PROPRIÉTÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### ARTICLE 7.1.6 CONTRÔLE DES ACCÈS

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.

#### ARTICLE 7.1.7 CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

#### ARTICLE 7.1.8 ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

## CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

#### ARTICLE 7.2.1 COMPORTEMENT AU FEU

Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

L'ensemble de la structure est à minima R60.

Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Les éléments de support sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.



Les isolants thermiques (ou l'isolant thermique s'il n'y a en qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système « support + isolants » est de classe B s1 d et respecte l'une des conditions ci-après :

- l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- l'isolant thermique est composé de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.

Un écran thermique EI 120 sera installé en façade Sud sur une hauteur de 8 mètres.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe B<sub>ROOF</sub> (t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement EI2 120 C (classe de durabilité C2).

Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi REI 120, un plafond REI 120 (ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément à l'article 8.2.2, ou si le mur séparatif REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage) et des portes d'intercommunication (munies d'un ferme-porte) présentant un classement EI2 120 C (classe de durabilité C2), sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également REI 120.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 7.2.2 DIMENSIONS DES CELLULES

La surface des cellules de stockage est limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.

La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 6 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

#### ARTICLE 7.2.3 COMPARTIMENTAGE DES CELLULES

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Ce compartimentage permet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ;
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre côté de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120C. Les portes satisfont une classe de durabilité C2 ;
- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives ;
- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,5 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

#### ARTICLE 7.2.4 DISTANCE D'ÉLOIGNEMENT

Les parois extérieures de l'entrepôt sont éloignées par rapport :

- aux constructions à usage d'habitation, aux immeubles habités ou occupés par des tiers et aux zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et aux voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;
- aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, aux voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et aux voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>).

Ces distances résultent de l'instruction de la demande d'autorisation et de l'examen de l'étude des dangers et sont au minimum celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS *Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt*, partie A, réf DRA-09-90977-1453A).

Les zones correspondant à ces distances d'éloignement sont mentionnées à l'annexe 2 du présent arrêté.

Par ailleurs, les parois extérieures de l'entrepôt sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement.

À l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.

#### ARTICLE 7.2.5 CHAUFFERIE

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, muni d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

## ARTICLE 7.2.6 INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

### ARTICLE 7.2.6.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

### ARTICLE 7.2.6.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation ou occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur, inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles à l'article 7.2.4.3 à l'article et la voie engin.

### ARTICLE 7.2.6.3 Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie à l'article 7.2.4.2.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.

### ARTICLE 7.2.6.4 Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

À partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque cellule sauf s'il existe des accès de plain-pied.

## ARTICLE 7.2.7 DÉSENFUMAGE

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Cette surface maximale peut être portée à 1650 mètres carrés pour des raisons techniques. Chaque écran de cantonnement est DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système de détection automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au maximum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

## ARTICLE 7.2.8 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

### ARTICLE 7.2.8.1 calcul du débit d'eau requis

Le débit et la quantité d'eau nécessaires pour les opérations d'extinction et de refroidissement sont de 270 m<sup>3</sup>/h sur 2 heures, calculés conformément au document technique D9 (Guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), sans toutefois dépasser 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.

Le réseau d'adduction public ainsi que la réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> permettent de fournir en toute circonstance le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers.

L'exploitant justifie au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

#### **ARTICLE 7.2.8.2 moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- de minimum 14 poteaux incendie dont 8 de diamètre nominal DN 100 et 6 de diamètre nominal DN 150 alimentés en eau par le réseau public qui garantit un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/h. L'accès extérieur à chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un poteau incendie et les poteaux sont répartis judicieusement et distants entre eux de 150 mètres maximum, les distances étant mesurées en empruntant les voies praticables aux engins de secours ;
- d'extincteurs repartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinctions sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés alimentés, repartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel, les robinets d'incendie armés sont alimentés en eau par deux cuves de 550 m<sup>3</sup> chacune. Le réseau des RIA est mis sous pression par les groupes motopompes de l'installation sprinkler ;
- d'une réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> implantée dans le domaine public, à proximité de la plate-forme et équipée d'une aire d'aspiration de 32 m<sup>2</sup>.

L'exploitant joint au dossier prévu à l'article 2.6.1 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

#### **ARTICLE 7.2.8.3 système d'extinction automatique**

Les installations de systèmes d'extinction automatique d'incendie alimentées par des cuves de capacité de 550 m<sup>3</sup> unitaire sont conçues, installées et entretenues régulièrement, conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

### **CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

#### **ARTICLE 7.3.1 MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

#### **ARTICLE 7.3.2 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

#### **ARTICLE 7.3.3 VENTILATION DES LOCAUX**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

#### **ARTICLE 7.3.4 SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine (autres que celle située au-dessus de la zone de préparation expédition en façade des quais des cellules 5 à 9 et définie dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter), pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 2.6.1 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

#### ARTICLE 7.3.5 INDISPONIBILITÉ TEMPORAIRE DU SYSTÈME D'EXTINCTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE – MAINTENANCE

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

Pour les installations comportant un plan de défense incendie défini au point 23, l'exploitant y inclut les mesures précisées ci-dessus.

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

#### CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

##### ARTICLE 7.4.1 RETENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume de la rétention est égal soit à :

- la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres ;
- 20 % de la capacité totale des fûts avec un minimum de 800 litres si cette capacité est supérieure à 800 litres.

Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4742, 4743, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

##### ARTICLE 7.4.2 LES EAUX D'EXTINCTION

La rétention des eaux d'extinction est assurée par un bassin étanche de 1500 m<sup>3</sup> située à l'est du site.

Une vanne de barrage automatisée asservie au déclenchement des sprinklers, installée entre le bassin étanche de 1500 m<sup>3</sup> et le bassin d'infiltration, est utilisée pour contenir les eaux d'extinction sur le site de Nanteuil-le-Haudouin.

Une vanne de barrage manuelle est installée sur les réseaux d'eaux usées (résiduaires, domestiques) en vue de confiner les eaux d'extinction sur le site Nanteuil-le-Haudouin.

#### CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

##### ARTICLE 7.5.1 SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

##### ARTICLE 7.5.2 TRAVAUX

Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au point 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommé désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommé désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### ARTICLE 7.5.3 VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### ARTICLE 7.5.4 CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.3.1 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

## TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

### CHAPITRE 8.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RUBRIQUE 1510

#### ARTICLE 8.1.1 PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

L'exploitant établit un plan de défense incendie en se basant sur un scénario d'incendie d'une cellule.

Le plan de défense incendie comprend a minima :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus à l'article 7.2.7 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus à l'article 7.3.2 ;
- les mesures particulières prévues en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie ;

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Il est renouvelé au moins tous les trois ans.

#### ARTICLE 8.1.2 EVACUATION DU PERSONNEL

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

### ARTICLE 8.1.3 VENTILATION ET RECHARGE DE BATTERIES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

## TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

### CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.1.1 PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en matière de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.2.1 AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Infiltration des eaux résiduaires et des eaux pluviales de voiries			
	Type de suivi		Périodicité de la mesure en continu	
	Eaux pluviales	Eaux résiduaires	Eaux pluviales	Eaux résiduaires
Température :	Concentration instantanée	Concentration journalière (sur 24 heures)	Annuelle	Annuelle
PH	Concentration instantanée	Concentration journalière (sur 24 heures)	Annuelle	Annuelle
MEST	Concentration instantanée	Concentration journalière (sur 24 heures)	Annuelle	Annuelle
DCO	Concentration instantanée	Concentration journalière (sur 24 heures)	Annuelle	Annuelle
DBO5	Concentration instantanée	Concentration journalière (sur 24 heures)	Annuelle	Annuelle
HYDROCARBURE STOTAUX	Concentration instantanée	Concentration journalière (sur 24 heures)	Annuelle	/

Indépendamment des contrôles inopinés l'inspection peut demander d'autres contrôles au frais de l'exploitant.

#### ARTICLE 9.2.2 AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

#### ARTICLE 9.2.3 AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée.

Ce contrôle sera effectué par référence au plan de l'annexe 3 du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

### CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

#### ARTICLE 9.3.1 ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2 notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète.

Le cas échéant, il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

#### ARTICLE 9.3.2 TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

#### ARTICLE 9.3.3 TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.3 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## SOCIÉTÉ PARCOLOG GESTION À NANTEUIL-LE-HAUDOUIN

ANNEXE 2 À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 1<sup>er</sup> JUIN 2017

DISTANCES D'ÉLOIGNEMENT PRÉCISÉES  
À L'ARTICLE 7.2.4 ET PLAN

Incendie dans une cellule	Type d'effet	Distances d'effet en metres à partir des parois de cellule (metres)	
		Nord	Est
Cellule 1 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	40
Ouest		22	42
Est		43	63
Cellule 1 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	13
Ouest		Non perçu	5
Est		24	37
Cellule 1 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		Non perçu	28
Est		44	62
Cellule 1 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		3	37
Est		42	61
Cellule 2a10 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	40
Ouest		22	42
Est		22	42
Cellule 2a10 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	13
Ouest		Non perçu	5
Est		Non perçu	5
Cellule 2a10 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		Non perçu	28
Est		Non perçu	28
Cellule 2a10 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		3	37
Est		3	37
Cellule 1a1 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	40
Ouest		43	63
Est		22	42
Cellule 1a1 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	13
Ouest		24	37
Est		Non perçu	5
Cellule 1a1 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		Non perçu	28
Est		Non perçu	28
Cellule 1a1 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		3	37
Est		3	37
Cellule 1b1 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	40
Ouest		43	63
Est		22	42
Cellule 1b1 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	13
Ouest		24	37
Est		Non perçu	5
Cellule 1b1 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		Non perçu	28
Est		Non perçu	28
Cellule 1b1 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		Non perçu	28
Est		Non perçu	28

-167-

Incendie dans une cellule	Type d'effet	Distances d'effet en metres à partir des parois de cellule (metres)	
		Nord	Est
Cellule 1a1 (modélisation 1510)			
Sud	Thermique	24	38
Ouest		44	62
Est		Non perçu	28
Cellule 1a1 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		42	61
Est		3	37

## Incendie de 2 cellules :

Incendie dans 2 cellules	Type d'effet	Distances d'effet en metres à partir des parois de cellule (metres)	
		Nord	Est
Cellules 1 et 2 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	40
Ouest		22	42
Est		43	63
Cellules 1 et 2 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	13
Ouest		Non perçu	5
Est		24	37
Cellules 1 et 2 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		Non perçu	28
Est		44	62
Cellules 1 et 2 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		3	37
Est		42	61
Cellules 1 et 2 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	40
Ouest		22	42
Est		22	42
Cellules 1 et 2 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	13
Ouest		Non perçu	5
Est		Non perçu	5
Cellules 1 et 2 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		Non perçu	28
Est		Non perçu	28
Cellules 1 et 2 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		Non perçu	28
Est		Non perçu	28

-168-



Incendie dans 2 cellules	Type d'effet	Distances d'effets en mètres à partir des parois des cellules (mètres)	
		Défini	Irreversibles
Sud		24	38
Ouest		3	37
Est		3	37
Cellules 0 et 11 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	40
Ouest		43	63
Est		22	42
Cellules 10 et 11 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	13
Ouest		24	37
Est		Non perçu	5
Cellules 10 et 11 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		44	62
Est		Non perçu	28
Cellules 10 et 11 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		42	61
Est		3	37

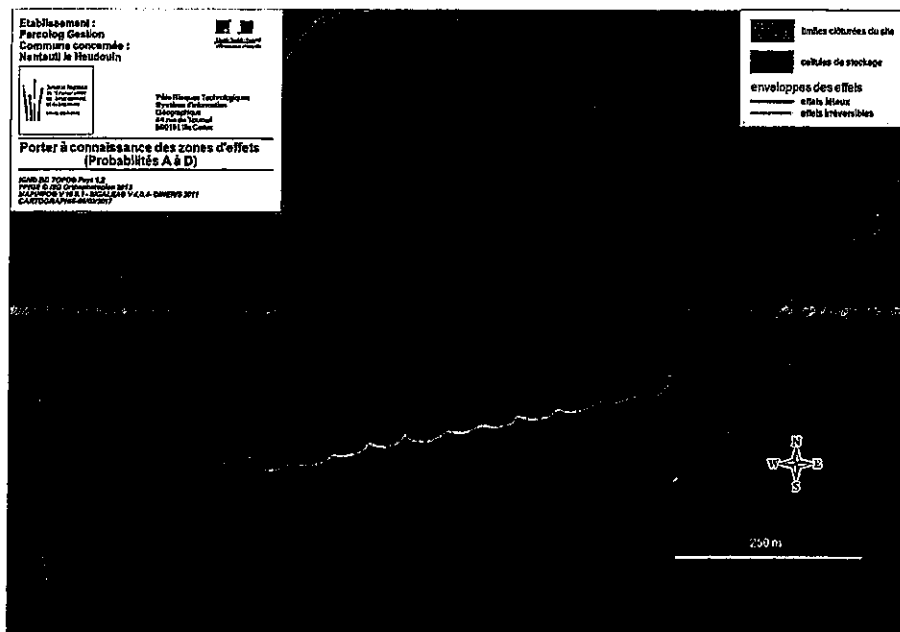
**Incendie de 3 cellules :**

Incendie dans 3 cellules	Type d'effet	Distances d'effets en mètres à partir des parois des cellules (mètres)	
		Défini	Irreversibles
Cellules 1, 2 et 3 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		30	48
Ouest		22	42
Est		43	63
Cellules 1, 2 et 3 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	16
Ouest		Non perçu	5
Est		24	37
Cellules 1, 2 et 3 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	44
Ouest		Non perçu	28
Est		44	62
Cellules 1 et 2 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	44
Ouest		Non perçu	37
Est		42	61
Cellules 5, 6 et 7 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10

169 →

Incendie dans 3 cellules	Type d'effet	Distances d'effets en mètres à partir des parois des cellules (mètres)	
		Défini	Irreversibles
Sud		30	48
Ouest		22	42
Est		22	42
Cellules 5, 6 et 7 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	16
Ouest		Non perçu	5
Est		Non perçu	5
Cellules 5, 6 et 7 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	44
Ouest		Non perçu	28
Est		Non perçu	28
Cellules 5, 6 et 7 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	38
Ouest		Non perçu	37
Est		Non perçu	37
Cellules 9, 10 et 11 (modélisation 1510)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		30	48
Ouest		43	63
Est		22	42
Cellules 9, 10 et 11 (modélisation 1530/1532)			
Nord	Thermique	Non perçu	5
Sud		Non perçu	16
Ouest		24	37
Est		Non perçu	5
Cellules 9, 10 et 11 (modélisation 2662)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	44
Ouest		44	62
Est		Non perçu	28
Cellules 9, 10 et 11 (modélisation 2663)			
Nord	Thermique	5	10
Sud		24	44
Ouest		42	61
Est		Non perçu	37

170



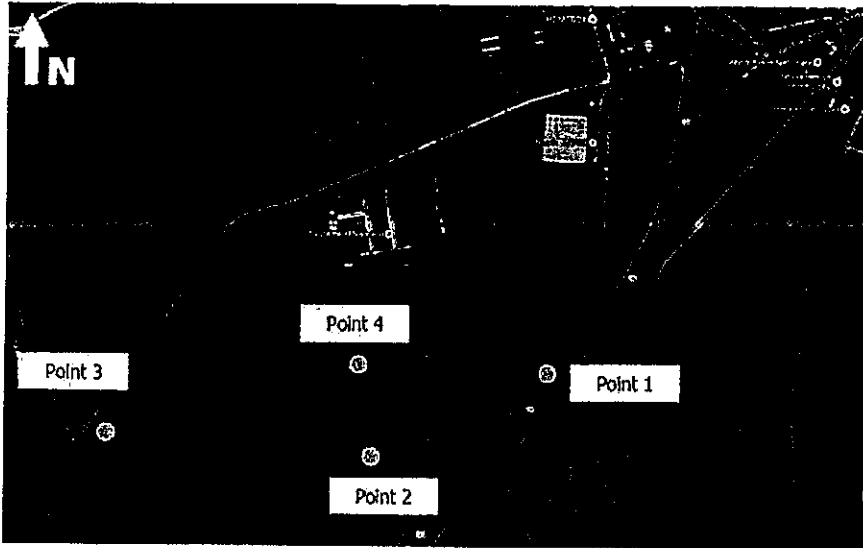
## SOCIÉTÉ PARCOLOG GESTION À NANTEUIL-LE-HAUDOUIN

ANNEXE 3 À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 13 JUIL 2017

LOCALISATION DES POINTS DE MESURES DES NIVEAUX  
 SONORES PRÉCISÉS  
 À L'ARTICLE 9.2.3

*Handwritten signature*

*Handwritten signature*



*Emplacement des différents points de mesure*

## Annexe 4:

### Porter à connaissance des risques technologiques

## Tableau des phénomènes dangereux

Établissement concerné : PARCOLOG  
Commune(s) de : NANTEUIL LE HAUDOIN  
Coordonnées Lambert : sans objet

Les informations suivantes sont issues de la demande d'autorisation d'exploiter déposée en date du 16/06/2016 et complétée les 2 et 06/12/2016

L'étude de dangers est fondée notamment sur l'analyse des risques présentés par les installations et leur environnement, sur l'identification des phénomènes dangereux potentiels et sur les modélisations des phénomènes des effets considérés, tels que les effets thermiques, et de surpression liés à l'exploitation de l'entrepôt couvert. Ces modélisations prennent en compte les valeurs seuils prévues par les dispositions de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Tableau récapitulatif des phénomènes dangereux susceptibles de sortir des limites de propriété de l'établissement, devant faire l'objet de préconisations en matière d'urbanisme :

► Tableau des phénomènes dangereux ayant un niveau de probabilité de A à D pour des installations soumises à autorisation \* :

### Incendie d'une cellule :

Incendie dans une cellule	Type d'effet	Classe de probabilité	Distances d'effets en mètres à partir des parois des cellules (mètres)		
			État significatif	État	Irreversibles
Cellule 1 (modélisation 1510)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	5	10
Sud		C	Non perçu	24	40
Ouest		C	Non perçu	22	42
Est		C	30	43	63
Cellule 2 (modélisation 1530/1532)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	Non perçu	5
Sud		C	Non perçu	Non perçu	13
Ouest		C	Non perçu	Non perçu	5
Est		C	14	24	37
Cellule 3 (modélisation 2662)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	5	10
Sud		C	Non perçu	24	38
Ouest		C	Non perçu	Non perçu	28
Est		C	31	44	62
Cellule 4 (modélisation 2663)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	5	10
Sud		C	Non perçu	24	38
Ouest		C	Non perçu	3	37
Est		C	29	42	61
Cellule 2A (modélisation 1510)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	5	10
Sud		C	Non perçu	24	40

51

-125-

Incendie dans une cellule	Type d'effet	Classe de probabilité	Distances d'effets en mètres à partir des parois des cellules (mètres)		
			État significatif	État	Irreversibles
Ouest		C	Non perçu	22	42
Est		C	Non perçu	22	42
Cellule 2 (modélisation 1530/1532)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	Non perçu	5
Sud		C	Non perçu	Non perçu	13
Ouest		C	Non perçu	Non perçu	5
Est		C	Non perçu	Non perçu	5
Cellule 2A (modélisation 2662)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	5	10
Sud		C	Non perçu	24	38
Ouest		C	Non perçu	Non perçu	28
Est		C	Non perçu	Non perçu	28
Cellule 2A (modélisation 2663)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	5	10
Sud		C	Non perçu	24	38
Ouest		C	Non perçu	3	37
Est		C	Non perçu	3	37
Cellule 3 (modélisation 1510)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	5	10
Sud		C	Non perçu	24	40
Ouest		C	30	43	63
Est		C	Non perçu	22	42
Cellule 4 (modélisation 1530/1532)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	Non perçu	5
Sud		C	Non perçu	Non perçu	13
Ouest		C	14	24	37
Est		C	Non perçu	Non perçu	5
Cellule 3 (modélisation 2662)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	5	10
Sud		C	Non perçu	24	38
Ouest		C	31	44	62
Est		C	Non perçu	Non perçu	28
Cellule 4 (modélisation 2663)					
Nord	Thermique	C	Non perçu	5	10
Sud		C	Non perçu	24	38
Ouest		C	29	42	61
Est		C	Non perçu	3	37

Les zones sont représentées sur le plan joint au présent document

### Incendie de 2 cellules :

Incendie dans 2 cellules	Type d'effet	Classe de probabilité	Distances d'effets en mètres à partir des parois des cellules (mètres)		
			État significatif	État	Irreversibles
Cellules 1 et 2 (modélisation 1510)					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	40
Ouest		D	Non perçu	22	42
Est		D	30	43	63

52

-126-

Incendie dans 2 cellules	Type d'effet	Classe de probabilité	Distance d'effets en mètres à partir des parois des cellules (mètres)		
			Non perçu	Non perçu	perçu
<b>Cellules 1 et 2 (modélisation 1510/1532)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	Non perçu	5
Sud		D	Non perçu	Non perçu	13
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	5
Est		D	14	24	37
<b>Cellules 1 et 2 (modélisation 2662)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	38
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	28
Est		D	31	44	62
<b>Cellules 1 et 2 (modélisation 2663)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	38
Ouest		D	Non perçu	3	37
Est		D	29	42	61
<b>Cellules 3 et 6 (modélisation 1510)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	38
Ouest		D	Non perçu	22	42
Est		D	Non perçu	22	42
<b>Cellules 3 et 6 (modélisation 1530/1532)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	Non perçu	5
Sud		D	Non perçu	Non perçu	13
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	5
Est		D	Non perçu	Non perçu	5
<b>Cellules 5 et 8 (modélisation 2662)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	38
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	28
Est		D	Non perçu	Non perçu	28
<b>Cellules 5 et 8 (modélisation 2663)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	38
Ouest		D	Non perçu	3	37
Est		D	Non perçu	3	37
<b>Cellules 9 et 10 (modélisation 1510)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	40
Ouest		D	30	43	63
Est		D	Non perçu	22	42
<b>Cellules 9 et 10 (modélisation 1530/1532)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	Non perçu	5
Sud		D	Non perçu	Non perçu	13
Ouest		D	14	24	37
Est		D	Non perçu	Non perçu	5
<b>Cellules 10 et 11 (modélisation 2662)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	38
Ouest		D	31	44	62
Est		D	Non perçu	Non perçu	28
<b>Cellules 10 et 11 (modélisation 2663)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	38

Incendie dans 2 cellules	Type d'effet	Classe de probabilité	Distance d'effets en mètres à partir des parois des cellules (mètres)		
			Non perçu	Non perçu	irréversibles
Ouest		D	29	42	61
Est		D	Non perçu	3	37

Les zones sont représentées sur le plan joint en annexe N°1 du présent document

### Incendie de 3 cellules :

Incendie dans 3 cellules	Type d'effet	Classe de probabilité	Distance d'effets en mètres à partir des parois des cellules (mètres)		
			Non perçu	Non perçu	irréversibles
<b>Cellules 1, 2 et 3 (modélisation 1510)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	38	48
Ouest		D	Non perçu	22	42
Est		D	30	43	63
<b>Cellules 1, 2 et 3 (modélisation 1530/1532)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	Non perçu	5
Sud		D	Non perçu	Non perçu	16
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	5
Est		D	14	24	37
<b>Cellules 1, 2 et 3 (modélisation 2662)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	44
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	28
Est		D	31	44	62
<b>Cellules 1, 2 et 3 (modélisation 2663)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	44
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	37
Est		D	29	42	61
<b>Cellules 5, 6 et 7 (modélisation 1510)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	30	48
Ouest		D	Non perçu	22	42
Est		D	Non perçu	22	42
<b>Cellules 5, 6 et 7 (modélisation 1530/1532)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	Non perçu	5
Sud		D	Non perçu	Non perçu	16
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	5
Est		D	Non perçu	Non perçu	5
<b>Cellules 5, 6 et 7 (modélisation 2662)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	44
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	28
Est		D	Non perçu	Non perçu	28
<b>Cellules 5, 6 et 7 (modélisation 2663)</b>					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	38
Ouest		D	Non perçu	Non perçu	37
Est		D	Non perçu	Non perçu	37
<b>Cellules 9, 10 et 11 (modélisation 1510)</b>					

Méthode de calcul	Type d'effet	Classe de probabilité	Distances d'effets (en mètres) à partir des parois des cellules (mètres)		
			Létaux significatifs	Létaux	Irréversibles
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	30	48
Ouest		D	30	43	63
Est		D	Non perçu	22	42
Cellules 9, 10 et 11 (modélisation 1590/1592)					
Nord	Thermique	D	Non perçu	Non perçu	5
Sud		D	Non perçu	Non perçu	16
Ouest		D	14	24	37
Est		D	Non perçu	Non perçu	5
Cellules 9, 10 et 11 (modélisation 2662)					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	44
Ouest		D	31	44	62
Est		D	Non perçu	Non perçu	28
Cellules 9, 10 et 11 (modélisation 2663)					
Nord	Thermique	D	Non perçu	5	10
Sud		D	Non perçu	24	44
Ouest		D	29	42	61
Est		D	Non perçu	Non perçu	37

Les zones sont représentées sur le plan joint au présent document

► Tableau des phénomènes dangereux avant un niveau de probabilité A à D pour des installations soumises à déclaration des :

Phénomène dangereux et localisation	Type d'effet	Classe de probabilité	Distances d'effets (en mètres) à partir du centre de l'installation (en mètres)			
			Létaux significatifs	Létaux	Irréversible	Brûle de vitre
Explosion dans une chaudière	surpression	D	Non perçu	Non perçu	32	84,6

Les zones sont représentées sur le plan joint au présent document

Article 9.3.0.1. Les cases grisées correspondent aux distances d'effet qui sortent des limites de propriété

Pour mémoire :

Les classes de probabilité sont définies de la façon suivante :

1. classe de probabilité A pour les "événements courants" susceptibles de se produire plus de 1 fois tous les 100 ans
2. classe de probabilité B pour les "événements probables" susceptibles de se produire plus de 1 fois tous les 1 000 ans mais moins de 1 fois tous les 100 ans
3. classe de probabilité C pour les "événements improbables" susceptibles de se produire plus de 1 fois tous les 10 000 ans mais moins de 1 fois tous les 1 000 ans
4. classe de probabilité D pour les "événements très improbables" susceptibles de se produire plus de 1 fois tous les 100 000 ans mais moins de 1 fois tous les 10 000 ans
5. classe de probabilité E pour les "événements possibles mais extrêmement peu probables" susceptibles de se produire moins de 1 fois tous les 100 000 ans

La signification des effets est la suivante :

- seuil des effets irréversibles (SEI) = zone des dangers significatifs pour la vie humaine
- seuil des effets létaux (SEL) = zone des dangers graves pour la vie humaine
- seuil des effets létaux significatifs (SELS) = zone des dangers très graves pour la vie humaine

**Nota :** compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effet qu'elles engendrent, il convient de rappeler que des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des différents périmètres définis et qu'ainsi, il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles.

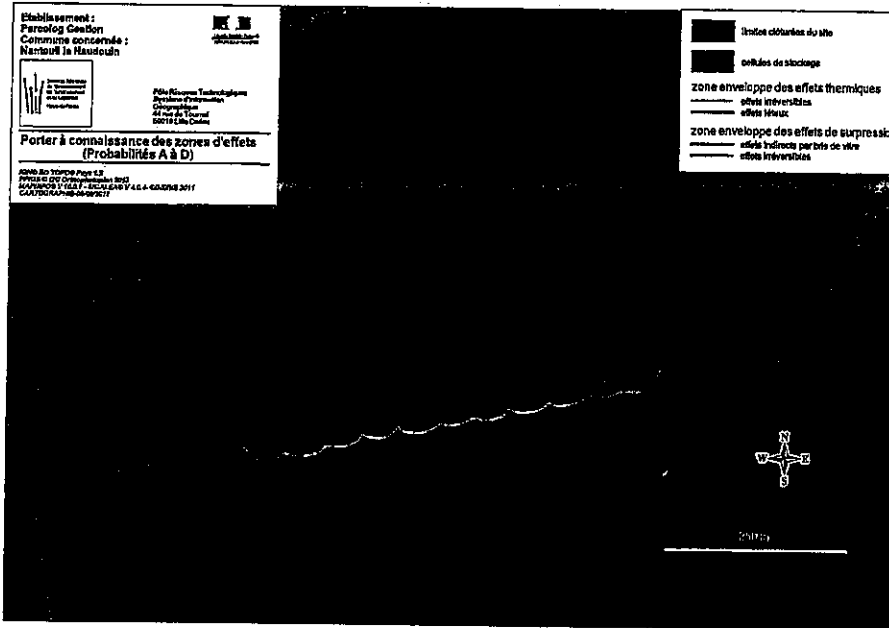
#### Zones forfaitaires

Le paragraphe 2. Règles d'implantation de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, stipule que pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt sont suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, aux immeubles habités ou occupés par des tiers et aux zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et aux voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;
- des immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, aux voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention d'eau pluviales et de réserve d'eau incendie, et aux voies routières de grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>).

Les distances des effets létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) et des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) sont précisées dans les tableaux concernant les flux thermiques.

## Cartographie des zones d'effets



## Préconisations en matière d'urbanisme

Les préconisations en matière d'urbanisme correspondant à chaque type d'effet sont graduées en fonction du niveau d'intensité sur le territoire et de la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux. Elles sont issues de la circulaire « porter à connaissance risques technologiques et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées » en date du 4 mai 2007

### Incendie cellule ou 2 cellules ou 3 cellules (Installation soumise à autorisation) :

Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est A, B, C ou D,

Les préconisations sont les suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle ;
- dans les zones exposées à des effets irréversibles, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes est possible. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;

À défaut d'intégration de ces préconisations dans les documents d'urbanisme, les éléments précités constituent une grille d'application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme ou la base d'un PIG.

### Zones forfaitaires :

Il convient de ne pas autoriser dans les zones forfaitaires toute nouvelle construction contraire avec la définition des zones définies à l'article 4 de l'AM du 17 août 2016.

Les constructions nouvelles suivantes sont interdites : habitations, immeubles occupés par des tiers, immeubles de grande hauteur, établissements recevant du public, voies de communication, voies ferrées, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

### Explosion chaudière (installation soumise à déclaration)

Il n'y a pas de préconisations en matière d'urbanisme

Destinataires

Mme la directrice de la société PARCOLOG GESTION  
M. le sous-préfet de Senlis  
MM les maires de Nanteuil-le-Haudouin, Montagny-Sainte-Félicité, Silly-le-Long et Versigny  
M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France  
M. l'inspecteur de l'environnement  
s/c de M. le chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France  
M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours  
M. le directeur départemental des territoires – SAUE et SEEF  
M. le directeur départemental de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi  
M. le directeur de l'agence régionale de Santé  
M. le président du Syndicat des Eaux d'Ile de France  
M. le directeur de la direction immobilière territoriale Nord de la Société Nationale des Chemins de Fer Français



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté complémentaire à l'arrêté du 4 juillet 2006  
autorisant l'extension de l'élevage avicole de la S.A.S. LA FERME DU PRÉ  
sur le territoire des communes de Flavacourt et Sérifontaine

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment les titres I des livres V, parties législatives et réglementaires, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;  
Vu la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;  
Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;  
Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;  
Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;  
Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
Vu l'arrêté du Préfet de la région Picardie du 23 juin 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en Picardie ;  
Vu l'arrêté inter préfectoral du 4 juillet 2006 autorisant la S.A.S. LA FERME DU PRÉ à exploiter un complexe avicole sur le territoire des communes d'Eragny-sur-Epte, Flavacourt, Sérifontaine et Bazincourt sur Epte (27) ;  
Vu l'arrêté complémentaire du 1<sup>er</sup> avril 2009 à l'arrêté inter préfectoral du 4 juillet 2006 autorisant la S.A.S. LA FERME DU PRÉ à modifier les unités d'élevage des sites de Sérifontaine et Eragny-sur-Epte ;  
Vu le dossier déposé le 9 mars 2017, complété les 25 avril et 5 mai 2017 par lequel la S.A.S. LA FERME DU PRÉ, dont le siège social est situé lieu-dit « La Fosse Mostelle » sur la commune d'Eragny-sur-Epte (60590), sollicite l'autorisation d'augmenter les effectifs de son élevage de poules pondeuses sur les sites de Flavacourt et de Sérifontaine ;  
Vu les pièces du dossier joint à la demande visée ci-dessus ;  
Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 10 mai 2017 ;  
Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 9 juin 2017 ;



Vu le projet d'arrêté communiqué à l'exploitant le 15 juin 2017 ;

Vu le courrier électronique du 16 juin 2017 par lequel l'exploitant signale n'avoir aucune remarque à formuler sur le projet d'arrêté ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L. 512-12 du code de l'environnement, d'imposer toutes les conditions d'installation et d'exploitation de l'établissement de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publiques ;

Considérant qu'en raison de la nécessaire transposition de plusieurs dispositions de la réglementation européenne, la notion de modification substantielle a été introduite à l'article R. 181-46 du code de l'environnement par le décret n° 2009-1541 du 11 décembre 2009 portant transposition de la directive 1999/13/CE du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations ;

Considérant qu'en outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté, cet article R. 181-46 confie au préfet le soin d'apprécier si le changement notable déclaré par l'exploitant doit être considéré comme une modification substantielle ou non ;

Considérant qu'en ce qui concerne les élevages de taille très importante, une augmentation d'effectif supérieure à l'effectif correspondant au seuil d'autorisation peut être acceptée sans engager une nouvelle procédure d'autorisation à la condition qu'elle ne représente pas plus de 10 % de l'effectif initial ;

Considérant que lorsque l'augmentation d'effectif n'est pas qualifiée comme modification substantielle au sens de l'article R. 181-46, la prise d'un arrêté complémentaire prescrivant les mesures de maîtrise rendues nécessaires par cette augmentation peut constituer la décision la mieux proportionnée à l'enjeu ;

Considérant que tout dépassement d'effectif au-delà de la limite fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation implique un arrêté complémentaire ;

Considérant que les conditions techniques d'exploitation, le mode de logement des animaux ne générant pas d'écoulement, l'étanchéité de tous les ouvrages, sont de nature à prévenir la pollution des sols, des eaux superficielles et de surface ;

Considérant que les mesures imposées et les moyens mis en place sont de nature à assurer la prévention des risques d'incendie ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté complémentaire, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que la S.A.S. LA FERME DU PRÉ sollicite l'autorisation d'extension de son élevage de poules pondeuses d'une capacité de 948 880 animaux-équivalents et/ou emplacements ;

Considérant que le système d'exploitation de l'élevage avicole « plein air » prend en compte les impacts de l'activité sur les populations environnantes et le milieu naturel par l'implantation du site d'élevage en zone agricole, à distance des tiers, le compostage et la normalisation des fientes issues des volières dans les bâtiments de stockage ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation complémentaire sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Sans préjudices des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, les installations exploitées par la S.A.S. LA FERME DU PRÉ dont le siège social est situé « Poste Mostelle » sur le territoire de la commune d'Eragny-sur-Epte (60 590) est soumise à des prescriptions complémentaires qui l'autorise à exploiter une unité d'élevage de poules pondeuses « plein air » sur le territoire des communes de Flavacourt et de Sérifontaine selon les dispositions du présent arrêté.

### ARTICLE 2 :

Le tableau regroupant la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour les sites d'Eragny-sur-Epte, Flavacourt, Sérifontaine et Bazincourt-sur-Epte (27) est modifié comme suit :

Lieu	Rubrique	Activité	Quantification	Classement	
Eragny-sur-Epte	2111-1	poules pondeuses	320 000 poules ou AE*	autorisation	
	3360-a	poules pondeuses	320 000 emplacements	autorisation	
	2221-1	préparation de produits d'origine animale			autorisation
		casserie		40t/j soit 1 000 000 œufs	
		atelier œufs durs		10t/j soit 200 000 œufs	
		atelier œufs pochés		5t/j soit 100 000 œufs	
	2750	station d'épuration		140 m <sup>3</sup> /j	autorisation
	2920-2.a	réfrigération		648 kW	autorisation
	2910-a.2	combustion		4500 kW PCI	déclaration
	2170-2	station de compostage		30 t/j	déclaration
	4734	stockage de carburant		30 m <sup>3</sup>	déclaration
	4718-2	stockage de combustible		20 t	déclaration
1530	centre d'emballage		3280 m <sup>2</sup>	déclaration	
110	forage		10 m <sup>3</sup> /h	déclaration	
Flavacourt	2111-1	poules pondeuses	402 880 poules ou AE	autorisation	
	3360-a	poules pondeuses	402 880 emplacements	autorisation	
	2780-2.a	station de compostage		30 t/j	autorisation
	4718	stockage de combustible		2 t	non classé
	2910-a.2	combustion		1950 kW PCI	déclaration
	4734	stockage carburant		15 m <sup>3</sup>	déclaration
	110	forage		5 m <sup>3</sup> /h	non classé
Sérifontaine	2111-1	poules pondeuses	226 000 poules ou AE	autorisation	
	3660-a	poules pondeuses	226 000 emplacements	autorisation	
	2780-2.a	compostage		30 t/j	autorisation
	4734	stockage de carburant		15 m <sup>3</sup>	déclaration
	4718	stockage de combustible		2 t	non classé
	2910-a.2	combustion		3150 kW PCI	déclaration
110	forage		10 m <sup>3</sup> /h	déclaration	
Bazincourt-sur-Epte	2171	dépôt fientes humides (annexe d'une exploitation agricole)	4200 m <sup>3</sup>	non classé	

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

#### **ARTICLE 3 : Conformité - modification - déclaration - durée de l'autorisation**

3.1 - Sous réserve du respect des présentes prescriptions, l'aménagement et l'exploitation de la S.A.S. FERME DU PRÉ doivent respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié « *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement* » et de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié « *relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole* ».

Il revient à l'exploitant de suivre les modifications ultérieures de ces arrêtés ministériels et de respecter en permanence la version en vigueur.

3.2 - L'installation est implantée et exploitée conformément aux indications techniques contenues dans le dossier présenté, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation, à sa capacité ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 4: Élevage IED**

L'installation d'élevage de la S.A.S. FERME DU PRÉ est visée à l'annexe I de la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite Directive « IED » pour son activité « *d'élevage intensif de volaille avec plus de 40 000 emplacements* ».

La rubrique n° 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, désigne la rubrique principale de l'établissement conformément à l'article R. 515-61 du code de l'environnement.

Le BREF applicable, associé à la rubrique n° 3660 est le BREF de juillet 2003 « *Document de références sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles et de porcs* ».

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe 1, et en tenant compte de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### **ARTICLE 5 : Rapport de base**

Conformément à l'article L. 515-30 du code de l'environnement, l'état du site d'implantation de l'installation est décrit dans un rapport de base établi par l'exploitant.

Le premier rapport de base établi par l'exploitant (dont le contenu est précisé à l'article R. 515-59 du code de l'environnement) ou le mémoire justificatif de non soumission est transmis à l'inspection de l'environnement spécialité installations classées dès révision des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur de l'élevage intensif de volailles (BREF), conclusions associées à la rubrique n° 3660-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 6 : Réexamen périodique des conditions d'autorisation**

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur de l'élevage intensif de volailles (BREF), conclusions associées à la rubrique 3660-a.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement suivant les modalités de l'article R. 515-59-1.

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernés doivent être conformes aux prescriptions issues du réexamen.

#### **ARTICLE 7 : Localisation**

7.1 - Les bâtiments d'élevage de la S.A.S. FERME DU PRÉ et ses annexes sont situés d'une part sur la parcelle cadastrée n° 286 de la commune de Villers-sur-Trie pour le site de Flavacourt et d'autre part pour le site de Sérifontaine la parcelle n° 544 de cette commune (plan en annexe 2).

7.2 - Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, tout nouveau bâtiment d'élevage et toute nouvelle annexe seront implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- à au moins 500 mètres en amont des zones conchylicoles ;

- à au moins 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exception des étangs empoisonnés ou l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes, tel que logement, pavillon, hôtel ;

- local habituellement occupé par des tiers : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.) ;

- annexes : toute structure annexe, notamment les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage.

#### **ARTICLE 8 : Aménagement**

##### **8.1 - Site de Flavacourt**

- 4 bâtiments d'élevage avicole V1, V2, V3 et V4 de 2376 m<sup>2</sup> chacun ;
- 1 bâtiment de type volière V5 de 2710 m<sup>2</sup> ;
- 1 parc extérieur de 16 ha ;
- 1 bâtiment de stockage STO1 de 439 m<sup>2</sup> ;
- 1 fosse septique STO2 ;

- 1 bâtiment de stockage STO3 de 439 m<sup>2</sup> ;
- 1 bâtiment de conditionnement ;
- 1 forage pour l'alimentation en eau du site

#### Site de Sérifontaine

- 2 bâtiments d'élevage avicole V1 et V2 de 3828 m<sup>2</sup> chacun ;
- 1 bâtiment de stockage des fientes STO2 de 439 m<sup>2</sup> ;
- 2 fosses sous les bâtiments STO3 et STO4 ;
- 1 centre de ramassage ;
- 1 bâtiment de type volière V3 de 2710 m<sup>2</sup> ;
- 1 parc extérieur de 16 ha ;
- 1 bâtiment de stockage des fientes STO5 de 439 m<sup>2</sup> ;
- 1 forage pour l'alimentation en eau du site.

8.2 - L'exploitant s'assure de l'intégration de l'installation d'élevage dans le paysage. La végétation existante est maintenue et complétée en tant que de besoin. Une haie arbustive et des arbres de hauts jets sont implantés en périphérie du site.

8.3 - Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence.

8.4 - Tous les sols du bâtiment d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier, réseau de collecte des eaux usées, etc.) ou de stockage des effluents (pré-fosses, fosses) sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

A l'intérieur des salles d'élevage, le bas des murs, sur une hauteur d'un mètre au moins est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments et des installations annexes est suffisante pour permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

8.5 - Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

8.6 - L'alimentation en eau s'effectue par un prélèvement sur 2 forages privés. Ces ouvrages de prélèvement sont munis de dispositifs de disconnexion (clapets anti-retour).

Le forage respecte les dispositions de la nomenclature «Loi sur l'Eau» relatives à la déclaration et au recensement des travaux souterrains, de recherche, d'exploitation et d'usage de l'eau souterraine ainsi que celles visant à limiter la consommation en eau. Un relevé mensuel de la consommation est réalisé et consigné sur un registre pour détecter d'éventuelles fuites.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation en eau.

La consommation d'eau est suivie par un relevé régulier du compteur volumétrique installé sur le forage.

La consommation annuelle moyenne (en dehors de la lutte contre un incendie) s'élève à 29 410 m<sup>3</sup>/an pour le site de Flavaucourt et 16 498 m<sup>3</sup>/an pour le site de Sérifontaine dans le cadre de l'abreuvement des animaux provenant du forage.

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre pour permettre d'éviter tout risque de pollution au niveau du forage servant à l'approvisionnement en eau du site et pour en assurer le suivi :

- étanchéité rapportée autour de l'ouvrage au minimum de 3 m<sup>2</sup>, avec une pente orientée vers l'extérieur de l'ouvrage ;

- tête de forage dépassant de 0,50 mètre le niveau naturel du sol ;

- capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent installé sur la tête du forage ;

- dispositif de disconnexion entre le réseau d'alimentation public et le forage (clapet anti-retour) ;

- deux analyses par an portant sur les paramètres suivants : pH, dureté, conductivité, turbidité, bactéries aérobies, coliformes, entérocoques, escherichia coli, nitrates, ammonium, chlore. Ces contrôles sont réalisés à 6 mois d'intervalle, de préférence lors d'un épisode pluvieux.

8.7 - Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage. Elles sont collectées au moyen de gouttières ou tout autre dispositif équivalent puis évacuées vers le milieu naturel ou vers un bassin de récupération.

8.8 - Les déjections des volailles de type fumier sont stockées en bâtiment de stockage, compostés et répondent à la norme NFU 44-095.

Ces ouvrages, équipés de dispositifs de contrôle d'étanchéité, sont conformes au cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

#### ARTICLE 9 : Exploitation

9.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

9.2 - L'alimentation est de type multiphase. Tous les animaux seront logés en volières couvertes, avec accès à un parc enherbé, délimités par une clôture rigide.

9.3 - Le système de ventilation sera de type dynamique avec extraction latérale. Deux rampes de brumisateurs haute pression seront installées dans chaque bâtiment afin d'abaisser la température en période de fortes chaleurs. Les paramètres de ventilation et de température seront gérés par un centre de régulation informatique qui modulera ces paramètres en fonction de l'âge et du type de volaille.

9.4 - Les bâtiments seront correctement ventilés et l'exploitant prend toutes les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

L'installation est gérée de façon à prendre en compte les nuisances odorantes qu'elle pourrait générer.

9.5 - L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Elle fait l'objet de lavages réguliers et d'une désinfection après chaque bande de volailles.

9.6 - Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction. Le protocole de lutte contre les insectes mis en place par l'exploitant sera appliqué et rigoureusement respecté.

#### ARTICLE 10 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers qu'elle présente pour les intérêts protégés, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### ARTICLE 11 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie d'Eragny-sur-Epte, Flavacourt, Sérifontaine, Villers-sur-Trie et Bazincourt-sur-Epte (27), pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires d'Eragny-sur-Epte, Flavacourt, Sérifontaine, Villers-sur-Trie et de Bazincourt-sur-Epte (27), font connaître par procès-verbal, adressé au préfet de l'Oise, direction départementale des Territoires, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » ([www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr)), pendant une durée minimale d'un mois, notamment au recueil des actes administratifs ([www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales](http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales)).

#### ARTICLE 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, les maires d'Eragny-sur-Epte, Flavacourt, Sérifontaine, Villers-sur-Trie, Bazincourt-sur-Epte, le directeur départemental des territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 11 JUIL. 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
La secrétaire générale adjointe de la préfecture,  
Sous-préfète chargée de l'arrondissement de Clermont,

Marianne FÉLÉSIQUE PUSILLAU

#### Annexe 1: Définition des MTD

##### Meilleures techniques disponibles

Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Les considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action, sont les suivantes :

1. Utilisation de techniques produisant peu de déchets ;
2. Utilisation de substances moins dangereuses ;
3. Développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets, le cas échéant ;
4. Procédés, équipements ou modes d'exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle ;
5. Progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques ;
6. Nature, effets et volume des émissions concernées ;
7. Dates de mise en service des installations nouvelles ou existantes ;
8. Durée nécessaire à la mise en place d'une meilleure technique disponible ;
9. Consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et l'efficacité énergétique ;
10. Nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
11. Nécessité de prévenir les accidents et d'en réduire les conséquences sur l'environnement ;
12. Informations publiées par la commission en vertu de l'article 13, paragraphe 6, de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 ou par des organisations internationales.

**DESTINATAIRES**

S.A.S FERME DU PRÉ  
 La Fosse Mostelle  
 BP 13  
 60590 ERAGNY-SUR-EPTE

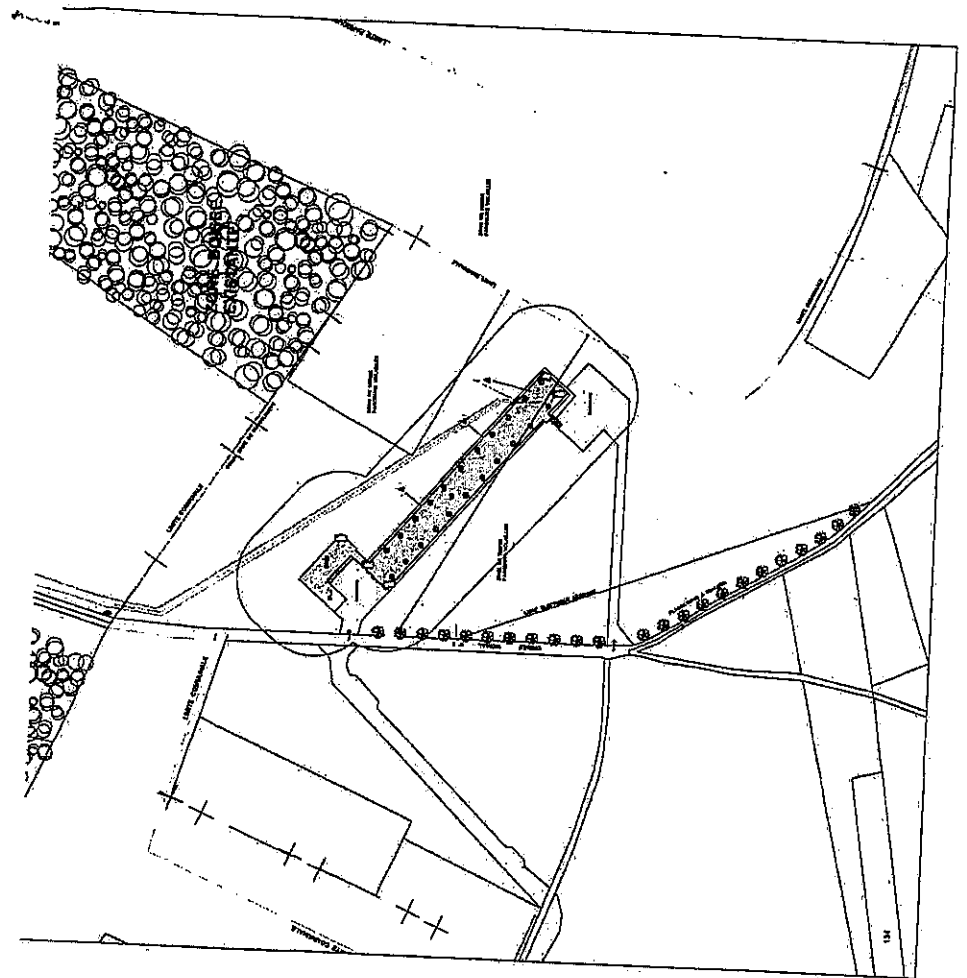
Messieurs les maires de :

- Eragny-sur-Epte
- Flavacourt
- Sérifontaine
- Villers-sur-Trie
- Bazincourt-sur-Epte (27)

Madame et monsieur l'Inspecteur de l'environnement  
 S/c de monsieur le Directeur de la protection des populations

Monsieur le directeur départemental des territoires/SAUE

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours



**FLAVACOURT**  
 Site 2  
 Construction d'un pavillonnaire type plein air  
 d'un centre de conditionnement  
 et d'une ferme

**PLAN APRES PROJET**

Maitre d'ouvrage :	2 mars 2017	
	Approuvé :	Date :
Échelle :	1/500	

Maitre d'ouvrage :  
 S.A.S FERME DU PRÉ  
 LA FOSSE MOSTELLE  
 BP 13  
 60590 ERAGNY-SUR-EPTE

**LEGENDE**

- Zone à protéger
- Zone à aménager
- Zone à construire
- Zone à démolir
- Zone à restaurer
- Zone à réhabiliter
- Zone à réaménager
- Zone à réqualifier
- Zone à réintégrer
- Zone à réutiliser
- Zone à réhabiliter
- Zone à réqualifier
- Zone à réintégrer
- Zone à réutiliser

SITE No 3  
SERPENTINE  
PROJECT

